

VISITE DE LA DELEGATION DE HAUT NIVEAU DES NATIONS UNIES EN RCA
VERBATIM DE LA CONFERENCE DE PRESSE

Vendredi, 15 février 2019

Omar Hilale, Ambassadeur du Maroc auprès des Nations unies et président de la Configuration République centrafricaine de la Commission de la consolidation de la paix des Nations unies (PBC)

Effectivement, c'étaient trois jours intenses de rencontres avec tout le spectre politique et associatif de la République centrafricaine, en commençant par SE le Président de la République, le président de l'Assemblée Nationale, les ministres, la société civile, la police, la gendarmerie, la communauté humanitaire, des contributeurs de fonds. Ça a été une visite très fructueuse, mais surtout - je dirais - une visite très heureuse parce qu'elle survient à quelques jours après la signature de Khartoum, Ça a été l'occasion, dans tous les entretiens, à tous les niveaux, pour dire que nous sommes là pour soutenir cet accord, pour l'appuyer. Pour dire que les Nations Unies dans ses différentes composantes et également les Etats membres des Nations Unies se félicitent tout d'abord de cet accord, l'appuient et sont prêts à l'accompagner par tous les moyens. Car nous y voyons une fenêtre, une opportunité pour sortir le pays de la crise et surtout pour commencer une nouvelle ère de paix, de réconciliation, de reconstruction, de consolidation de l'Etat de droit et des institutions de ce pays.

Pour ce faire, aussi bien les Nations Unies que la communauté des donateurs, les agences onusiennes, les institutions financières, sont toutes disposées, également les pays membres, sur le plan bilatéral, à prendre les décisions nécessaires en termes de flexibilité, rapidité de l'action, mais également en termes de substance pour accompagner cet accord, parce que pour nous, cet accord représente une chance. Pas seulement pour la République centrafricaine, mais également pour l'ensemble de la région, car comme vous le saviez, la stabilité et la paix en République centrafricaine, ont et auront un impact sur l'ensemble de la région, d'où l'importance également du rôle des pays de la région, qui est fondamental, les pays voisins. Le rôle également de l'Union Africaine qui a été l'initiateur de cet accord de paix et les Nations Unies qui ont été là. C'est dire, c'est un accord inclusif dont nous saluons la dimension, l'inclusivité. Vous allez certainement poser la question « quelle est la différence entre cet accord par rapport aux autres accords ? » J'anticiperais votre question en disant, tout d'abord, c'est un accord global, un accord exhaustif dans la mesure où il aborde tous les aspects, les aspects économiques, les aspects de droit de l'homme, les aspects participation au gouvernement, les aspects institutionnels, les aspects d'autorité de l'Etat, les aspects de réconciliation, les jeunes, les femmes également, pratiquement toutes les composantes, toutes les strates de la société centrafricaine c'est la première différence. Deuxième différence, c'est un accord qui bénéficie de l'appui de la communauté internationale, pas seulement quelques pays mais l'Union africaine, bien sûr les états voisins, les Nations Unies. Donc vous avez là, un socle de partenaires, d'institutions, d'organisations internationales qui sont là pour vous appuyer, pour mettre en œuvre l'accord et pour renforcer les chances de paix, de réconciliation et de stabilité.

C'est également un accord différent, parce que c'est le premier du genre à se projeter sur le court et le long terme. C'est un accord qui vise principalement et stratégiquement à tourner la page de tout ce qui est déstabilisation mais se focaliser sur la stabilité du pays. Et le rôle de toutes ses composantes pour en quelque sorte offrir aux femmes, aux jeunes, à tout l'ensemble de la population, un avenir meilleur basé sur le respect de l'autre, basé sur la coexistence, le vivre en commun. Mais également basé sur les perspectives de prospérité, de développement, de dignité qui reviennent aux citoyens centrafricains à travers l'emploi, la scolarité, la santé, le désenclavement des régions et à travers également l'autorité de l'Etat mais aussi et surtout à travers la justice. La justice à tous les niveaux, pas seulement à Bangui mais sur l'ensemble du territoire.

Je conclurais cette introduction juste pour vous dire que le message que nous allons transmettre au Conseil de sécurité, c'est un message d'optimisme que nous avons recueilli auprès de tous nos interlocuteurs, particulièrement la société civile, les acteurs associatifs, c'est un message également d'engagement et de détermination de la gouvernance des leaders politiques et du gouvernement de SE Monsieur le Président de la République, de les mettre en œuvre, de n'épargner aucun effort pour sa réussite. Et c'est également un engagement de mobilisation de la communauté internationale. C'est ce triple message que nous allons transmettre au Conseil de Sécurité, déjà la semaine prochaine le 21, et nous espérons Inchallah, lors de la prochaine visite ici, ce serait pour voir le premier dividende de la paix et de la réconciliation et surtout de la reconstruction de ce pays, et des réponses à ses attentes et ses aspirations. Je donne maintenant la parole à mes collègues des Nations Unies.

Bintou Keita, Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique

Merci Monsieur le président et bel après-midi à tous. Comme vous avez vu des images qui vous sont projetées et l'introduction qui a été faite, pour les personnalités que nous avons rencontrées, les associations que nous avons rencontrées, je voudrais juste partager avec vous, ce que moi je retiens de la visite. Il est clair que la signature de cet accord - cela a été déjà dit plusieurs fois - correspond à un moment que nous jugeons historique. Et en particulier, parce qu'il y a déjà eu d'autres accords et on vous a déjà donné les éléments qui font que cet accord est particulier. Et sur la question de la mise œuvre de cet accord, il y a un message important qui nous a été communiqué alors que nous sommes arrivés depuis trois jours, c'est : « il ne faut pas confondre vitesse et précipitation ». Cela a été dit à plusieurs reprises parce qu'il y a des problématiques qui existent depuis de longues années. Et il y a des problématiques qui vont continuer à exister même dans le contexte de mise en œuvre de l'accord, il va falloir penser à du court, à du moyen et à du long terme. Donc, cette coexistence c'est ce qui fera qu'à un moment donné, on aura une durabilité de la paix en ce qui concerne la République Centrafricaine.

Par rapport à la mise en œuvre, il est aussi important - on nous a communiqué de façon très répétitive -, il ne faut pas oublier qu'il y a aussi eu les acquis du Forum de Bangui. Et par rapport au Forum de Bangui, on insiste sur le fait que la Constitution était fondamentale dans cet aspect. Et notamment aussi de se mettre en face que la lutte contre l'impunité fait partie de tout ce paysage pour la durabilité de la paix. J'ai entendu quelqu'un dire - et ça m'a marqué : « vous savez que cet accord n'est pas un accord d'une personne ou de plusieurs personnes, c'est un accord pour la Centrafrique ». Et pour moi, ça fait une différence fondamentale. Ça veut dire que c'est un collectif, c'est la population toute entière, c'est le pays qui doit se mobiliser pour la mise en œuvre de cet accord avec l'accompagnement des partenaires, les partenaires des Nations Unies, les partenaires bi et multilatéraux et les partenaires de la société civile dans toutes ses composantes, y compris vous qui êtes dans cette salle et vous des médias qui sont en train de suivre tout cela en dehors de cette salle.

Un autre élément que j'ai retenu des discussions a été la question de la vigilance, et je pense que la vigilance, elle est fondamentale parce qu'elle insiste sur le fait que les populations sont en attente, elles sont en attente depuis très longtemps et personne ne peut laisser tomber la population. Donc la vigilance exercée pour que la population puisse bénéficier des dividendes de la paix, maintenant, demain et après-demain est quelque chose qu'il faut avoir en tête. Et dans cette population, il avait une demande très particulière de la part des femmes et de la part des jeunes, donc ça veut dire que quelque soient les prochaines approches d'interventions d'activités, il faut faire en sorte que les hommes, les femmes, les jeunes puissent faire partie de ce processus. Un autre élément que je prends et que je ramène au niveau de New York, c'est l'enthousiasme des autorités centrafricaines. Lorsqu'on parle d'enthousiasme, ça veut dire que les énergies vont être déployées pour faire en

sorte que très vite, les différents aspects d'obligation puissent être au rendez-vous. Et on sait aussi et là, c'est important, il va y avoir de l'impatience, il va y avoir des difficultés et par rapport à ces impatiences et ces difficultés, il faut se dire que la mise en œuvre de l'accord prendra plusieurs étapes. Et dans ces plusieurs étapes, il est important que chacun se souvienne que 10 km commencent avec un premier pas, et c'est quelque chose sur laquelle je vais insister, parce que la communication que vous allez faire autour de cet accord en tant que media doit aussi gérer les impatiences, parce que les gens attendent depuis longtemps.

Finalement il me semble aussi qu'il y'a et il y aura des malentendus, il y aura des aspects de clarification, et pour ces aspects de malentendus et clarifications sur des principes, vous avez un rôle particulier et ce rôle particulier c'est de faire en sorte que tout ce que vous allez dire, tout ce que vous allez faire, vient pour apaiser les cœurs et pas pour enflammer les cœurs. Parce que le rôle d'apaisement est un rôle individuel mais c'est aussi un rôle collectif et en tant que media, vous avez aussi cette responsabilité de faire que les cœurs s'apaisent et les cœurs ne s'enflamment pas. Et enfin, s'il faut communiquer pour communiquer, il est clair que la communication pour les élites est différente de la communication pour la population. Et on sait que la radio est l'un des éléments essentiels que la population écoute, à 49%. Donc ça veut dire qu'il va y avoir une communication dans la langue que la population comprend et ça c'est fondamental. Mais je pense que c'est important qu'on ait aussi de la communication qui soit non écrite et qui utilise le monde des artistes pour que le contenu de l'accord et les débats qui vont se passer puissent être faits et relayés par les artistes.

Et finalement il va falloir poser des gestes très forts et parmi les gestes très forts, c'est de faire en sorte que demain et après-demain dans les journaux, qu'on ait un accompagnement de la mise en œuvre qui rassure les gens. Qu'il y a des étapes à franchir et qu'il y aura des étapes difficiles à franchir, mais que ce n'est pas insurmontable. Et enfin, rassurer tout le monde et toute la population et vous dans cette salle que les Nations Unies, dans son ensemble, la mission, la MINUSCA a toujours été à vos côtés, continuera d'être à vos côtés, pour faciliter la mise en œuvre de l'accord. Et nous du siège, nous avons aussi un rôle à jouer qui est de continuer à communiquer autour de cet accord, dans l'espoir qu'offre cet accord de manière à ce que les hommes, les femmes, les jeunes, les moins jeunes de la République centrafricaine sentent que tout le monde est au service de la République. Je vous remercie.

Oscar Fernandez-Taranco, Sous-secrétaire général de l'appui à la consolidation de la paix
Merci. Je crois que mes collègues viennent d'expliquer, se référer à ce qu'on appelle tous un moment historique. Un moment historique, d'espoir. Je crois que pour une fois, on a pu entendre les représentants du gouvernement, les représentants de la société civile, beaucoup de nos partenaires qui sont présents ici en République centrafricaine. Comme un moment très crucial dans l'histoire du pays pour essayer justement de mettre en œuvre des éléments, pas seulement de l'accord auxquels on est en train de se référer mais aussi beaucoup d'instruments de la politique de développement national, le RCPCA qui fait l'objet d'une attention particulière. Donc sa mise en œuvre est importante parce que, comme ont dit mes collègues, beaucoup de ce qui a été dit et accordé est aussi basé sur l'esprit de ce qui a motivé le forum de Bangui.

Donc je crois qu'il y a trois éléments clés, le forum de Bangui, la RCPCA et ces accords qui viennent comme une stratégie nationale pour justement promouvoir la paix, promouvoir l'entente, promouvoir la réconciliation. Moi, je représente ici une partie du siège des Nations Unies qui accorde les fonds de consolidation de la paix. On a eu l'honneur et l'opportunité de travailler avec beaucoup d'instances nationales pour ces aspects clés, l'appropriation nationale de ces processus de réconciliation. Je crois qu'il y a des chiffres déjà montrés ici, on a pu faire un très grand effort pour accompagner le redéploiement et la présence de l'Etat dans les provinces des différentes régions,

appuyer les efforts des jeunes et des femmes, appuyer les efforts des agriculteurs, les efforts de la gendarmerie et de la police nationale, les préfets et toute l'assistance du système judiciaire. Donc ça fait partie d'un grand effort d'appuyer la cohésion sociale. Je crois que ce qui nous inspire et nous motive c'est de voir comment les Centrafricains trouvent des moyens justement pour se reconcilier. C'est clair qu'il y avait eu beaucoup de cœurs à reconcilier, la paix commence avec la réconciliation de chaque cœur individuel, mais aussi les cœurs des différentes communautés, c'est un pays qui est très riche dans sa diversité, c'est un pays qui fort et qui a un grand potentiel.

Moi je viens de l'Argentine et je suis vraiment impressionné par les ressources impressionnantes qu'a ce pays et les potentiels magnifiques que vous avez, et, comme l'a dit ma collègue, la paix commence toujours par soi-même. Il y a une responsabilité particulière des médias ici, de promouvoir la paix, les discours de tolérance, les discours d'acceptation, de tendre la main et de donner une chance justement de bâtir. Et je crois que les Nations Unies sont ici pour bâtir, pour appuyer les efforts nationaux, les efforts de citoyens de la République centrafricaine. On a aussi eu l'opportunité d'accompagner, d'appuyer les efforts de l'Union africaine. L'Initiative de l'Union africaine a reçu justement un appui de ces fonds du Secrétaire général, de consolidation de la paix. On est très impliqués justement dans l'appui aux importants efforts locaux et on vient d'appuyer un projet transfrontalier entre la République Centrafricaine et le Tchad en ce qui concerne l'appui à la transhumance, pour s'assurer que cette interaction entre éleveurs et agriculteurs est médiée à travers des comités de paix locaux qui sont notamment dirigés par les femmes, les jeunes et les leaders traditionnels. On est en train d'appuyer les efforts, les instances du gouvernement à se rendre présentes pour rendre les services essentiels de santé, d'éducation, d'approvisionnement en eau, de provision des ressources importantes.

On est très engagés, on va voir de quelle manière appuyer les efforts qui émanent justement d'une décision de ceux qui ont été signataires de cet accord. Le dernier point c'est effectivement l'importance de la communication de cet accord, l'importance du rôle de la tolérance, l'acceptation et les pas en avant pour bâtir ce moment très unique. C'est une fenêtre d'opportunité qui ne va pas durer longtemps si tous - je dis les acteurs nationaux, les acteurs internationaux, régionaux -, n'agissent pas de façon concertée. Je vous remercie pour cette opportunité de nous diriger vers votre public et de dire qu'on sera là. Les Nations Unies vont continuer à appuyer les efforts du peuple de la République Centrafricaine et qu'on vous souhaite beaucoup de courage et beaucoup de dédications, de leadership pour traduire les accords en réalité, pour tout le monde ici. Merci.

QUESTION DES JOURNALISTES

Bangui FM (Alexis Maximus Koalane)

Les responsables des Nations Unies sont ici à Bangui pour soutenir l'accord de paix qui a été signé entre le gouvernement et les groupes armés. Alors, au cas où, un signataire de cet accord n'arrive pas à le respecter, quelles seront les sanctions envisagées vers lui ?

Omar Hilale : Nous sommes dans une logique de réussite. Nous comptons sur la responsabilité de tout un chacun pour assumer ses obligations et mettre en œuvre le plan de paix. Bien sûr, les dispositions du plan prévoient les sanctions mais ce n'est pas le moment de parler de sanctions. Il y a différentes instances qui vont s'en occuper, mais l'essentiel pour nous, c'est voir l'espoir, la mise en œuvre, l'engagement et surtout la paix. Nous ne sommes pas dans une logique de sanction, nous espérons que vous aussi vous allez vous inscrire dans cette logique. Merci.

Lengo Songo (Marcelin Endjikele-Kossikako)

Ma préoccupation va directement à l'endroit de Monsieur Oscar Fernandez-Taranco, il venait à peine de souligner un aspect ici concernant le déploiement de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire centrafricain. Au fait, le peuple centrafricain en a marre, se dit ceci, je cite « nous avons

tant de difficultés concernant les Nations Unies puisqu'elles n'ont pas réellement soutenu l'arrière-pays, parce que 80% du territoire sont occupés par les groupes armés ». Comment vous pouvez justifier cela ?

Oscar Fernandez-Taranco : Je vais être très bref. L'extension et la présence de l'Etat pour fournir les services sociaux de base dépend de la sécurité de tous les citoyens et ça c'est une responsabilité de tous les citoyens. L'Etat ne peut pas faire plus que ce que les citoyens font. Et je crois qu'ici, c'est la raison pour laquelle cet accord est important. Parce que, pour que la paix, le développement, la croissance économique, pour que l'emploi, les services de l'Etat puissent atterrir dans les régions les plus éloignées de Bangui, il faut qu'il y ait la paix, il faut que les armes soient enterrées, il faut que le dialogue et la réconciliation l'emportent. Le mandat de la MINUSCA c'est se focaliser sur les besoins de paix, de protection, de développement du peuple centrafricain. C'est impossible de faire le développement si on est dans des communautés où il y a des conflits. Donc il faut justement, respecter les accords signés, entamer ce processus de paix et mettre les citoyens de la République centrafricaine comme les principaux clients de tout ce qu'on est en train de faire ici. C'est ma réponse sur ce qu'il faut faire, entamer la paix au niveau local pour que tous les partenaires - je ne parle pas seulement des Nations Unies -, on a des partenaires très importants, les institutions financières, la coopération multilatérale, bilatérale, qui sont tous prêts, avec des moyens très importants pour venir en appui aux populations. Mais il faut qu'on ait une situation de paix.

RJDH (Auguste Bati-Kalamet)

Ma question va vers la sécurité, parce que les frontières de Tchad et le Soudan, c'est là d'où parfois viennent les armes. L'accord a été signé entre les groupes armés et le gouvernement. Comment ce processus de la sécurisation des frontières pourra amener une solution et la confiance entre la population centrafricaine, les groupes armés et les pays frontaliers ?

Bintou Keita : Comme vous avez dit, il y a le gouvernement, il y a les groupes armés et il y a des pays de la région. Une des différences majeures par rapport à cet accord, ça a été l'implication des pays de la région et en particulier les pays que vous avez mentionné, étaient bien présents dans les discussions à Khartoum. Et par rapport à ça, l'accélération des commissions mixtes qui existent entre le Tchad, la République centrafricaine, le Soudan, le Cameroun, lorsque nous avons rencontré la ministre des Affaires étrangères, elle nous a bien parlé de l'accélération des conversations dans le contexte de ces commissions mixtes bilatérales. Donc je crois que c'est un élément en faveur de ça. Vous avez aussi entendu qu'il y a un projet qui concerne la transhumance, et qui est la première entre le Tchad et la République centrafricaine. Donc il y a plusieurs interventions qui vont permettre d'aller dans le sens de la sécurisation des frontières.